



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

13 mai 1997

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999*

Titre VI

Droits de l'homme et affaires humanitaires

Chapitre 22

Droits de l'homme

(Programme 19 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	6
B. Direction exécutive et administration	14
C. Programme de travail	17
1. Droit au développement, recherche et analyse	19
2. Appui aux organes qui s'occupent des droits de l'homme	24
3. Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme	30
D. Appui au programme	36
E. Comité des personnes disparues à Chypre	38

* Le présent document contient le chapitre 22 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session* (A/52/6/Rev.1).

Titre VI

Droits de l'homme et affaires humanitaires

Chapitre 22

Droits de l'homme

Vue d'ensemble

- 22.1 Le programme de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme découle des objectifs énoncés dans divers articles de la Charte des Nations Unies (par. 3 de l'Article premier, par. 1 b) de l'Article 13, et Art. 55), à savoir réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes d'ordre économique, social, culturel et humanitaire, faciliter la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales et favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. En renforçant la coopération et de la coordination internationales, ainsi que l'efficacité des mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, le programme s'attache à promouvoir le respect des droits de l'homme au niveau national, l'adoption d'une approche globale cohérente des Nations Unies en vue de la défense et de la protection des droits de l'homme et de méthodes plus efficaces de prévention des droits de l'homme et d'élimination des obstacles qui s'opposent au plein exercice des droits de l'homme.
- 22.2 La Conférence mondiale sur les droits de l'homme reconnaît la nécessité d'adapter en permanence les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU aux besoins actuels ou futurs en matière de promotion des activités relatives aux droits de l'homme et, par la suite, dans sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a créé le poste de Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dont le titulaire est chargé de rationaliser, adopter, renforcer et simplifier le mécanisme des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme afin d'en améliorer l'efficacité et la productivité et d'assurer la supervision d'ensemble du Centre pour les droits de l'homme.
- 22.3 Afin de mettre en oeuvre la nouvelle approche globale et cohérente des droits de l'homme en s'appuyant sur la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, qui ont souligné la corrélation d'interdépendance qui existe entre tous les droits fondamentaux, le programme dans le domaine des droits de l'homme a été restructuré et le Centre pour les droits de l'homme réorganisé. Le programme de travail décrit ci-après se fonde sur le descriptif et la structure du programme 19 du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Corr.1) adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/219 du 18 décembre 1996. Il sera exécuté dans le cadre d'une nouvelle structure mise en place en 1996 dont les principaux éléments ont été exposés dans le rapport du Secrétaire général sur la restructuration du Centre pour les droits de l'homme (A/C.5/50/71). La restructuration a permis notamment d'améliorer les moyens de recherche et d'analyse du Centre et de renforcer la souplesse d'exécution du programme de travail.
- 22.4 Le programme de travail, qui prévoit des activités de recherche et d'analyse de haute qualité, viserait à l'adoption d'une stratégie multidimensionnelle pour la promotion du droit au développement, une augmentation notable de l'appui apporté par les organes compétents des Nations Unies à cette fin et une reconnaissance véritable du fait que les droits économiques, sociaux et culturels et les activités destinées à en assurer la protection, y compris l'intégration de ces droits dans les programmes des organismes internationaux de financement et de développement. Parmi les autres objectifs poursuivis, on mentionnera la pleine intégration des droits fondamentaux de la femme et de la petite fille dans les activités du système des Nations Unies et la mise en oeuvre de mesures efficaces de promotion de l'égalité, de la dignité et de la tolérance, de lutte contre le racisme et la xénophobie, et de protection des minorités, des populations autochtones, des travailleurs migrants, des handicapés et autres groupes vulnérables.

- 22.5 Le programme s'attachera à aider les États qui en font la demande à élaborer et à mettre en oeuvre des plans d'action nationaux dans le domaine des droits de l'homme qui renforcent, entre autres, les structures nationales de nature à influencer sur la démocratie et sur l'état de droit et donnent effet au droit au développement ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels. Parmi les autres domaines d'activité qui bénéficieront d'une attention particulière, on citera la mise en place d'un programme efficace d'éducation et d'information du public, le renforcement de la contribution des organisations non gouvernementales, des institutions nationales, des organisations communautaires et de la société civile aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, la réalisation d'activités et d'opérations efficaces sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme et la mise en oeuvre d'un système renforcé de procédures spéciales fondée sur l'harmonisation et la rationalisation des travaux.
- 22.6 Le programme d'activité a été divisé en trois sous-programmes correspondant chacun à un domaine de compétence particulier et à des méthodes de travail qui, avec la nouvelle organisation du Secrétariat, contribuent à éviter le dédoublement des efforts, permettent d'accroître les compétences, d'utiliser plus efficacement les ressources limitées disponibles tout en assurant en même temps l'application de toutes les décisions et résolutions.
- 22.7 Le Comité des personnes disparues à Chypre a été créé en vue de résoudre la situation de ces personnes grâce aux bons offices du Secrétaire général. Ses activités sont décrites à la section E.
- 22.8 Les ressources du Centre pour les droits de l'homme et du Comité des personnes disparues à Chypre se répartiraient comme suit :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
<i>(En pourcentage)</i>		
A. Organes directeurs	11,9	—
B. Direction exécutive et administration	12,2	—
C. Programme de travail	70,5	96,4
D. Appui au programme	3,9	3,6
E. Comité des personnes disparues à Chypre	1,5	—
Total	100,0	100,0

- 22.9 Dans le cadre du programme de travail du Centre pour les droits de l'homme, les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
<i>(En pourcentage)</i>		
Sous-programme 1		
Droit au développement, recherche et analyse	24,9	14,4
Sous-programme 2		
Appui aux organes et organismes des droits de l'homme	24,7	4,5
Sous-programme 3		
Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme	50,4	81,1
Total	100,0	100,0

Tableau 22.1

Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs	4 364,0	4 835,7	682,5	14,1	5 518,2	(33,6)	5 484,6
B. Direction exécutive et administration	3 137,9	3 682,8	2 022,3	54,9	5 705,1	(120,2)	5 584,9
C. Programme de travail	31 690,7	37 188,6	(3 774,9)	(10,1)	33 413,7	(527,3)	32 886,4
D. Appui aux programmes	—	1 704,8	113,7	6,6	1 818,5	(27,8)	1 790,7
E. Comité des personnes disparues à Chypre	766,9	588,7	118,4	20,1	707,1	(5,2)	701,9
Total	39 959,5^a	48 000,6	(838,0)	(1,7)	47 162,6	(714,1)	46 448,5

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds		1998-1999 Montant estimatif
	992,9	3 462,6	a)	Services d'appui à : Des activités extrabudgétaires	4 604,6
	—	105,9	b)	Activités de fond : Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	249,0
	6 466,0	4 966,0		Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	5 134,3
	708,2	300,0		Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	370,0
	—	234,8		Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones	651,0
	10,2	45,0		Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	172,0
	1 947,6	5 816,6		Fonds d'affectation spéciale pour les activités du Centre pour les droits de l'homme	6 711,0
	5 224,2	9 360,6	c)	Projets opérationnels : Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme	9 677,8
	—	3 271,8		Fonds d'affectation spéciale pour l'opération des droits de l'homme au Burundi	3 412,0
	607,4	843,1		Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge	871,7
	8 417,5	16 467,6		Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Rwanda	17 026,0
Total	24 374,0^a	44 874,0			48 879,4
Total 1) et 2)	64 333,5^a	92 874,6			95 327,9

^a Dans les tableaux récapitulatifs, la répartition des dépenses pour l'exercice 1994-1995 n'est donnée que par section, car il n'était pas possible d'indiquer les dépenses effectuées pendant cette période pour les nouvelles unités administratives créées en 1996 dans le cadre de la restructuration du Centre pour les droits de l'homme.

Tableau 22.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	26 326,8	34 738,6	(2 212,9)	(6,3)	32 525,7	(633,5)	31 892,2
Autres dépenses de personnel	4 592,0	2 966,8	944,4	31,8	3 911,2	(23,6)	3 887,6
Émoluments de non-fonctionnaires	—	176,0	48,0	27,2	224,0	—	224,0
Consultants et experts	247,1	126,1	(11,2)	(8,8)	114,9	0,3	115,2
Voyages	7 600,5	8 447,4	196,6	2,3	8 644,0	(47,3)	8 596,7
Services contractuels	254,8	338,0	(28,7)	(8,4)	309,3	(1,5)	307,8
Frais généraux de fonctionnement	663,0	831,9	20,5	2,4	852,4	(6,2)	846,2
Frais de représentation	5,1	16,1	(0,5)	(3,1)	15,6	(0,1)	15,5
Fournitures et accessoires	103,1	99,7	32,9	32,9	132,6	(0,3)	132,3
Mobilier et matériel	167,1	192,3	193,9	100,8	386,2	(1,6)	384,6
Subventions et contributions	—	67,7	(21,0)	(31,0)	46,7	(0,3)	46,4
Total	39 959,5^a	48 000,6	(838,0)	(1,7)	47 162,6	(714,1)	46 448,5

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Objet de dépense	1998-1999 Montant estimatif
	916,1	4 374,8	Postes	5 876,3
	9 296,0	19 024,2	Autres dépenses de personnel	20 138,8
	1 161,7	2 851,6	Consultants et experts	2 190,7
	1 135,9	1 696,3	Voyages	2 124,1
	212,8	528,4	Services contractuels	462,7
	971,7	2 861,8	Frais généraux de fonctionnement	3 176,9
	411,3	1 096,6	Fournitures et accessoires	1 169,0
	1 459,3	3 119,7	Achat de mobilier et de matériel	3 382,8
	8 809,2	8 502,6	Bourses, subventions et contributions	9 487,1
	—	818,0	Dépenses diverses	871,0
Total	24 374,0^a	44 874,0		48 879,4
Total 1) et 2)	64 333,5^a	92 874,6		95 327,9

^a La répartition des dépenses pour 1994-1995 est indiquée seulement dans les tableaux récapitulatifs au niveau du chapitre parce qu'il n'est pas possible de présenter ces dépenses pour les nouvelles unités administratives créées en 1996 dans le cadre de la restructuration du Centre pour les droits de l'homme.

Tableau 22.3

Postes nécessaires

Unité administrative : Centre pour les droits de l'homme

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	5	4	1	—	—	—	6	4
P-5	10	13	3	—	3	3	16	16
P-4/3	55	56	9	—	22	22	86	78
P-2/1	15	14	—	—	17	19	21	20
Total	87	89	13	—	42	44	142	133
Agents des services généraux								
1re classe	1	1	—	—	—	—	1	1
Autres classes	54	53	4	—	6	8	64	61
Total	55	54	4	—	6	8	65	62
Total général	142	143	17	—	48	52	207	195

A. Organes directeurs

Tableau 22.4

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs							
1. Commission des droits de l'homme	189,4	209,3	26,0	12,4	235,3	(1,6)	233,7
2. Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	752,2	792,6	35,7	4,5	828,3	(5,1)	823,2
3. Comité des droits de l'homme	1 274,8	1 356,1	(24,7)	(1,8)	1 331,4	(7,4)	1 324,0
4. Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	178,2	274,6	—	—	274,6	(1,9)	272,7
5. Comité des droits économiques, sociaux et culturels	663,1	563,3	116,3	20,6	679,6	(4,4)	675,2
6. Comité des droits de l'enfant	562,3	707,4	507,0	71,6	1 214,4	(7,2)	1 207,2
7. Comité contre la torture	233,2	309,0	(20,8)	(6,7)	288,2	(1,9)	286,3
8. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	510,8	568,3	43,0	7,5	611,3	(3,8)	607,5
9. Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	—	55,1	—	—	55,1	(0,3)	54,8
Total	4 364,0	4 835,7	682,5	14,1	5 518,2	(33,6)	5 484,6

Tableau 22.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Autres dépenses de personnel	79,3	191,7	36,8	19,1	228,5	(1,6)	226,9
Émoluments de non-fonctionnaires	—	176,0	48,0	27,2	224,0	—	224,0
Consultants et experts	—	—	18,5	—	18,5	(0,1)	18,4
Voyages	4 079,2	4 408,8	588,3	13,3	4 997,1	(31,5)	4 965,6
Services contractuels	173,0	—	—	—	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	23,8	48,0	(9,1)	(18,9)	38,9	(0,4)	38,5
Fournitures et accessoires	8,7	11,2	—	—	11,2	—	11,2
Total	4 364,0	4 835,7	682,5	14,1	5 518,2	(33,6)	5 484,6

Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

- 22.10 Le Comité spécial a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2443 (XXIII) du 19 décembre 1968 et chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés. Il se compose de trois États Membres et il se réunit trois fois par an à Genève. Une fois l'an, il effectue une mission sur le terrain, qui dure en général deux semaines, afin d'entendre des témoins disposant d'informations de première main sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Avant de partir en mission, il se réunit pendant une journée à Genève.

Commission des droits de l'homme

- 22.11 Créée par le Conseil économique et social dans ses résolutions 5 (I) du 16 février 1946 et 9 (II) du 21 juin 1946, la Commission des droits de l'homme est une commission technique du Conseil. Elle compte actuellement 53 membres élus pour des mandats de trois ans et se réunit chaque année à Genève pendant six semaines. Le mandat de la Commission est énoncé dans les résolutions 5 (I) et 9 (II) ainsi que dans la résolution 1979/36 du Conseil en date du 10 mai 1979. Dans sa résolution 1990/48 du 25 mai 1990, le Conseil a autorisé la Commission à se réunir à titre exceptionnel entre ses sessions ordinaires, sous réserve que la majorité des États membres en décide ainsi. Conformément à la décision 1993/286 du Conseil, en date du 28 juillet 1993, la durée d'une telle session ne devrait pas, en principe, excéder trois jours. La Commission a les groupes de travail suivants :

- a) *Groupe intergouvernemental d'experts pour élaborer une stratégie d'application et de promotion du droit au développement, tel que celui-ci est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement, sous tous ses aspects multidimensionnels*

Conformément à la résolution 1996/15 de la Commission, en date du 11 avril 1996, approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1996/258 du 23 juillet 1996, le Groupe de travail sur le droit au développement a été créé pour deux ans et devrait être prorogé pour l'exercice 1998-1999. Il se compose de 10 experts nommés sur la base du principe de la répartition géographique équitable. Dans sa décision, le Conseil ne précise pas la périodicité ni la durée des sessions du Groupe de travail. La première session du Groupe s'est tenue pendant deux semaines en 1996 et la deuxième pendant la même durée en 1997.

b) *Groupe de travail des situations*

Le Groupe de travail des situations a été créé par la Commission des droits de l'homme en vertu de la résolution 1990/41 du Conseil économique et social, en date du 25 mai 1990. Il fonctionne dans le cadre de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, en date du 27 mai 1970, en vue d'examiner les situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. Le Groupe de travail se compose de cinq membres de la Commission nommés à titre personnel et se réunit une fois par an pendant une semaine, immédiatement avant l'ouverture de la session de la Commission.

c) *Groupe de travail de la détention arbitraire*

Le Groupe de travail de la détention arbitraire a été créé pour une période de trois ans par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42 du 5 mars 1991 et approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 1991/243 du 31 mai 1991. Il est composé de cinq experts indépendants et chargé d'enquêter sur les cas de détention imposée arbitrairement ou de toute autre manière incompatible avec les normes internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans les instruments de droit internationaux pertinents acceptés par les États concernés. Dans sa résolution 1994/32 du 4 mars 1994, la Commission a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans, et devrait le proroger de nouveau pour 1998-1999. Le Groupe de travail tient trois sessions par an (deux de cinq jours et une de huit jours), au cours desquelles il examine les informations qui présentent de l'intérêt pour son mandat et adopte des décisions sur les cas individuels qui lui ont été présentés. Il effectue également deux missions sur le terrain par an.

d) *Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*

Dans sa résolution 33/173 du 20 décembre 1978, l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner la question des personnes disparues en vue de faire des recommandations appropriées. À sa trente-sixième session, par sa résolution 20 (XXXVI) du 29 février 1980, la Commission a décidé de créer le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, décision approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1980/128 du 2 mai 1980. La Commission a reconduit neuf fois le mandat du Groupe de travail, la dernière fois dans sa résolution 1995/38 du 3 mars 1995. Le Groupe de travail, qui se compose de cinq experts agissant à titre individuel, se réunit trois fois par an, une fois à New York et deux fois à Genève. Au cours de ses sessions, il étudie, pays par pays, les nouveaux cas de disparition et les mises à jour traités par le Secrétariat en vue de leur transmission aux gouvernements respectifs, examine les réponses des gouvernements et d'autres informations reçues depuis sa session précédente et adopte des décisions sur ces questions. Il reçoit également, à leur demande, des représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales.

e) *Groupe de travail chargé d'examiner le projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*

Ce groupe de travail intersessions à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant deux semaines, a été créé par la Commission dans sa résolution 1992/43 du 3 mars 1992. Son mandat a été prorogé récemment par la Commission dans sa résolution 1996/37 du 19 avril 1996 et par le Conseil dans sa résolution 1996/22 du 23 juillet 1996.

f) *Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones*

Ce groupe de travail intersessions à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant deux semaines, a été créé par la Commission dans sa résolution 1995/32 du 3 mars 1995. Son mandat a été prorogé par la Commission dans sa résolution 1996/38 du 19 avril 1996 et par le Conseil dans sa résolution 1996/23 du 23 juillet 1996. Ce mandat devrait être prorogé pour la totalité de l'exercice biennal 1998-1999.

- g) *Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation des enfants aux conflits armés*

Ce groupe de travail intersessions à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant deux semaines, a été créé par la Commission dans sa résolution 1994/91 du 9 mars 1994. Son mandat a été prorogé récemment par la Commission dans sa résolution 1996/85 du 24 avril 1996 et par le Conseil dans sa décision 1996/288 du 24 juillet 1996. Ce mandat devrait être prorogé pour la totalité de l'exercice biennal 1998-1999.

- h) *Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants*

Ce groupe de travail à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant deux semaines, a été créé par la Commission dans ses résolutions 1994/90 du 9 mars 1994 et 1995/78 du 8 mars 1995. Son mandat a été prorogé récemment par la Commission dans sa résolution 1996/85 et par le Conseil dans sa décision 1996/288. Ce mandat devrait être prorogé pour la totalité de l'exercice biennal 1998-1999.

- i) *Groupe de travail chargé de préparer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus*

Ce groupe de travail à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant une semaine, a été créé par la Commission dans sa décision 1984/116 du 16 mars 1984. Son mandat a été prorogé récemment par la Commission dans sa résolution 1996/81 du 23 avril 1996 et par le Conseil dans sa résolution 1996/25 du 23 juillet 1996. Ce mandat devrait être prorogé pour la totalité de l'exercice biennal 1998-1999.

- j) *Groupe de travail chargé d'élaborer des principes directeurs sur les programmes d'ajustement structurel et les droits économiques, sociaux et culturels*

Ce groupe de travail à composition non limitée, qui se réunit chaque année pendant une semaine, a été créé par la Commission dans sa décision 1996/103 du 11 avril 1996 et par le Conseil dans sa décision 1996/289 du 24 juillet 1996. Son mandat devrait être prorogé pour la totalité de l'exercice biennal 1998-1999.

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

- 22.12 La Sous-Commission, qui est le principal organe subsidiaire de la Commission des droits de l'homme, a été créée par la Commission à sa première session en 1947, en vertu de la résolution 9 (II) du Conseil économique et social, en date du 21 juin 1946. Ses fonctions ont été définies par la Commission à ses première et cinquième sessions (E/259 et E/1371) et énoncées dans sa résolution 17 (XXXVII) du 10 mars 1981. La Sous-Commission se compose actuellement de 26 experts agissant à titre individuel élus par la Commission pour un mandat de quatre ans, compte étant dûment tenu du principe de la répartition géographique équitable. Elle tient une session annuelle de quatre semaines à Genève. Elle a constitué les groupes de travail suivants :

- a) *Groupe de travail chargé d'examiner les communications*

Le Groupe de travail a été créé par la Sous-Commission dans sa résolution 2 (XXIV) en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, et chargé d'examiner toutes les communications, y compris les réponses y relatives des gouvernements reçues par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en date du 30 juillet 1959, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles de ces communications, accompagnées, le cas échéant, des réponses des gouvernements qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on a des preuves dignes de foi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales relevant du mandat de la Sous-Commission. Le Groupe de travail, qui se compose de cinq membres de la Sous-Commission, se réunit chaque année pendant deux semaines immédiatement avant la session de la Sous-Commission.

b) Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage

Le Groupe de travail a été créé en vertu de la résolution 11 (XXVII) de la Sous-Commission et de la décision 16 (LVI) du Conseil, en date du 17 mai 1974, et chargé d'examiner les faits survenus dans le domaine de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, notions définies dans les conventions relatives à l'esclavage. Le Groupe de travail, qui se compose de cinq membres de la Sous-Commission, se réunit une fois par an à Genève pendant huit jours ouvrables.

c) Groupe de travail sur les populations autochtones

Le Groupe de travail a été créé en vertu de la résolution 1982/34 du Conseil, en date du 7 mai 1982, et chargé de passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et d'accorder une attention spéciale à l'évolution des normes concernant les droits de ces populations. Son mandat figure dans la résolution 2 (XXIV) de la Sous-Commission. Le Groupe de travail, qui se compose de cinq membres de la Sous-Commission, se réunit une fois par an à Genève pendant une semaine, immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission.

d) Groupe de travail sur les minorités

Le Groupe de travail, qui a été créé en vertu de la résolution 1995/31 du Conseil, en date du 25 juillet 1995, initialement pour une période de trois ans, se réunit chaque année pendant cinq jours ouvrables afin de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Par sa résolution 1996/23 du 23 juillet 1996, le Conseil a autorisé le Groupe de travail à se réunir pendant une période de 10 jours avant la cinquante-troisième session de la Commission. Le mandat du Groupe de travail, qui se compose de cinq membres de la Sous-Commission, devrait être reconduit pour la période 1998-1999.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

- 22.13 Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a été créé par le Conseil dans sa résolution 1985/17 du 28 mai 1985. Il se compose de 18 experts siégeant à titre individuel, qui sont désignés par les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et élus par le Conseil pour un mandat de quatre ans. Son règlement intérieur, ainsi que les réunions de son groupe de travail, ont été approuvés par le Conseil dans sa décision 1990/251 du 25 mai 1990. Le Comité surveille l'application du Pacte en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties et en faisant des recommandations d'ordre général au Conseil. Il se réunit deux fois par an pendant trois semaines. Un groupe de travail d'avant-session composé de cinq membres se réunit pendant une semaine immédiatement après chaque session du Comité pour préparer l'organisation de la session suivante.

Comité des droits de l'homme

- 22.14 Le Comité des droits de l'homme, créé par l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale, annexe), se compose de 18 experts siégeant à titre individuel, qui sont désignés et élus par les États parties au Pacte pour un mandat de quatre ans. Il surveille l'application du Pacte en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties et reçoit des communications émanant de particuliers au sujet de violations du Pacte par des États qui ont adhéré au Protocole facultatif se rapportant au Pacte. Il se réunit trois fois par an pendant trois semaines, une fois à New York et deux fois à Genève. Chaque session est précédée des travaux d'un groupe de travail de neuf membres qui se réunit pendant une semaine.

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

- 22.15 Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, créé par l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe), se compose de 18 experts siégeant à titre individuel, qui sont désignés et élus par les États parties à la Convention pour un mandat de quatre ans. Il surveille l'application de la

Convention en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties et les communications émanant de particuliers au sujet de violations du Pacte par des États qui ont accepté la procédure facultative énoncée à l'article 14 de la Convention. Il se réunit à Genève deux fois par an pendant trois semaines.

Comité contre la torture

- 22.16 Le Comité contre la torture, créé par l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 39/46 de l'Assemblée générale, annexe), se compose de 10 experts siégeant à titre individuel, qui sont désignés et élus par les États parties à la Convention pour un mandat de quatre ans. Il surveille l'application de la Convention en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties et les communications émanant de particuliers au sujet de violations du Pacte par des États qui ont accepté la procédure facultative énoncée à l'article 22 de la Convention. Il est également habilité à mener des enquêtes dans les États parties qui ont accepté la procédure énoncée à l'article 20 de la Convention. Il se réunit à Genève deux fois par an pendant deux semaines.

Comité des droits de l'enfant

- 22.17 Le Comité des droits de l'enfant a été créé par l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant (résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe). Il était composé initialement de 10 experts siégeant à titre individuel, désignés et élus par les États parties à la Convention pour un mandat de quatre ans. Il surveille l'application de la Convention en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties en étroite coopération avec l'UNICEF, les institutions spécialisées et d'autres organismes et organes compétents des Nations Unies. Il se réunit à Genève trois fois par an pendant deux semaines. Un groupe de travail plénier d'avant-session se réunit pendant une semaine immédiatement après chaque session pour préparer l'organisation de la session suivante. Comme suite à l'amendement de l'article 43 de la Convention, qui a été approuvé à l'unanimité par la Conférence des États parties en décembre 1995 et entériné ensuite par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/155 du 21 décembre 1995, l'élargissement du Comité devrait intervenir bientôt et le nombre des membres passer de 10 à 18.

Comité sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

- 22.18 La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990, n'est pas encore entrée en vigueur. À ce jour, huit États l'ont ratifiée ou y ont adhéré. Elle n'entrera en vigueur qu'une fois qu'elle aura été ratifiée par 20 États parties. Si elle entrait en vigueur au cours de la période 1998-1999, le Comité serait créé conformément à l'article 72 de la Convention. Il se composerait de 10 experts (14 experts après l'entrée en vigueur de la Convention pour 45 États parties), siégeant à titre individuel, qui seraient désignés et élus par les États parties à la Convention pour un mandat de quatre ans. Il surveillerait l'application de la Convention en examinant les rapports périodiques présentés par les États parties et les communications émanant de particuliers au sujet de violations du Pacte par des États qui auraient accepté la procédure facultative énoncée à l'article 77 de la Convention.

Réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

- 22.19 Les réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont convoquées chaque année en application de la résolution 49/178 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994. Y participent les présidents ou représentants des organes créés en vertu d'instruments internationaux susmentionnés. Le but de ces réunions est d'examiner les questions relatives à la mise en oeuvre des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leurs mécanismes de contrôle.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 22.20 Les ressources prévues (228 500 dollars), en hausse de 36 800 dollars, doivent permettre d'engager le personnel temporaire nécessaire pour assurer le service des sessions annuelles de la Commission des droits

de l'homme (53 200 dollars) et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (44 400 dollars); de payer les heures supplémentaires qui seront effectuées lors des sessions de la Commission des droits de l'homme (55 000 dollars) et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (22 900 dollars) et dans le cadre des activités que mènera sur le terrain le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (4 400 dollars); et de traduire les documents du Comité spécial (48 600 dollars). La hausse de 36 800 dollars, due à des ressources additionnelles prévues au titre des heures supplémentaires (69 300 dollars) pour assurer le service de réunions additionnelles de la Commission, de la Sous-Commission et des groupes de travail, est compensée en partie par la réduction des ressources prévues au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) (32 500 dollars).

Émoluments de non-fonctionnaires

- 22.21 Les ressources prévues, qui s'élèvent à 224 000 dollars, doivent couvrir les honoraires à verser aux membres des comités ci-après :
- a) Dix-huit membres du Comité des droits de l'homme (112 000 dollars);
 - b) Dix-huit membres du Comité des droits de l'enfant (112 000 dollars), soit une hausse de 48 000 dollars du fait de l'élargissement de la composition du Comité approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/155.

Consultants et experts

- 22.22 Les ressources additionnelles prévues, d'un montant de 18 500 dollars, sont destinées à financer la participation de consultants à des réunions du Comité des droits économiques, sociaux et culturels au cours desquelles ils offriront leurs services spécialisés, conformément à la décision 1995/302 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1995.

Voyages

- 22.23 Le montant total de 4 997 100 dollars prévu sous cette rubrique est destiné à couvrir les frais de voyage des membres des organes suivants :
- a) La Commission des droits de l'homme (127 100 dollars). Les ressources prévues accusent une diminution de 6 300 dollars;
 - b) La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (761 000 dollars). Les ressources prévues représentent une augmentation de 31 000 dollars qui permettra de faire face aux besoins réels;
 - c) Le Comité des droits de l'homme (1 219 400 dollars), y compris les voyages des membres du Comité et de ses groupes de travail (1 145 900 dollars) et ceux du personnel chargé d'assurer le service de deux sessions du Comité à New York (73 500 dollars). Les ressources prévues accusent une diminution au titre des voyages des membres du Comité (2 000 dollars) et des voyages du personnel (22 700 dollars), calculée sur la base des dépenses antérieures;
 - d) Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (171 500 dollars), y compris les voyages des membres du Comité (138 300 dollars) et ceux du personnel chargé d'assurer le service des activités du Comité sur le terrain (33 200 dollars). Les ressources prévues représentent une augmentation au titre des voyages des membres du Comité (33 400 dollars), compensée en partie par la réduction des ressources prévues au titre des voyages du personnel (24 100 dollars);
 - e) Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et ses groupes de travail (661 100 dollars). Les ressources prévues représentent une augmentation de 97 800 dollars, calculée sur la base des dépenses antérieures;
 - f) Le Comité des droits de l'enfant et ses groupes de travail (1 102 400 dollars), y compris les voyages des membres du Comité (1 099 800 dollars) et ceux du personnel chargé d'assurer le service des

sessions du Comité à New York (2 600 dollars). Les ressources prévues représentent une augmentation de 459 000 dollars due à l'élargissement de la composition du Comité, dont les membres sont passés de 10 à 18, élargissement approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/155;

- g) Le Comité contre la torture (288 200 dollars). Les ressources prévues accusent une diminution de 20 800 dollars, calculée sur la base des dépenses antérieures;
- h) Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (611 300 dollars), y compris les voyages des membres du Comité (608 700 dollars) et ceux du personnel (2 600 dollars). Les ressources prévues représentent une augmentation au titre des voyages des membres du Comité (40 400 dollars) et des voyages du personnel (2 600 dollars), calculée sur la base des dépenses antérieures;
- i) La réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (55 100 dollars). Les ressources prévues sont destinées à couvrir les voyages des membres et du président de la réunion en vue de participer à des rencontres qui pourraient avoir une incidence sur l'ensemble des instruments internationaux, conformément à la résolution 49/178 de l'Assemblée générale.

- 22.24 Aucune ressource n'est proposée pour le Comité sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille parce que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ne devrait pas entrer en vigueur pendant la période 1998-1999.

Frais généraux de fonctionnement et fournitures et accessoires

- 22.25 Un montant de 50 100 dollars est prévu pour couvrir les frais de services divers (38 900 dollars) et de fournitures (11 200 dollars) relatifs aux activités du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

B. Direction exécutive et administration

Tableau 22.6

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 545,6	3 251,8	1 995,3	61,3	5 247,1	(122,9)	5 124,2
Autres dépenses de personnel	191,7	41,7	(20,0)	(47,9)	21,7	1,2	22,9
Voyages	309,4	358,6	—	—	358,6	0,2	358,8
Services contractuels	—	—	52,3	—	52,3	(0,3)	52,0
Frais généraux de fonctionnement	57,7	5,9	1,5	25,4	7,4	0,6	8,0
Dépenses de représentation	3,5	—	—	—	—	—	—
Fournitures et accessoires	7,2	13,8	(6,8)	(49,2)	7,0	0,4	7,4
Mobilier et matériel	22,8	11,0	—	—	11,0	0,6	11,6
Total	3 137,9	3 682,8	2 022,3	54,9	5 705,1	(120,2)	5 584,9

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
Activités de fond :				
	325,0	725,1	Fonds d'affectation spéciale d'appui aux activités du Centre pour les droits de l'homme	—
Total	325,0	725,1		—
Total 1) et 2)	3 462,9	4 407,9		5 584,9

Tableau 22.7

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	—	1	1	—	—	—	1	1
P-5	1	4	1	—	—	—	2	4
P-4/3	1	4	1	—	—	—	2	4
P-2/1	—	—	—	—	1	1	1	1
Total	4	11	3	—	1	1	8	12
Agents des services généraux								
1re classe	1	1	—	—	—	—	1	1
Autres classes	3	10	2	—	—	—	5	10
Total	4	11	2	—	—	—	6	11
Total général	8	22	5	—	1	1	14	23

- 22.26 La direction exécutive et l'administration se compose du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève et du Bureau de liaison du Haut Commissariat aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme à New York.
- 22.27 Conformément à la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, le Haut Commissaire aux droits de l'homme est responsable de la supervision d'ensemble du Centre pour les droits de l'homme. En tant que fonctionnaire des Nations Unies auquel incombe à titre principal, sous la direction et l'autorité du Secrétaire général, la responsabilité des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, le Haut Commissaire aux droits de l'homme est également chargé de coordonner les activités touchant la promotion et la protection des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies et de rationaliser, adapter, renforcer et simplifier les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme afin d'en améliorer l'efficacité et la productivité.
- 22.28 Sous la supervision générale du Haut Commissaire, le Centre pour les droits de l'homme fournit des services fonctionnels à la Commission des droits de l'homme, à ses organes subsidiaires ainsi qu'aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme; il apporte un appui fonctionnel au Haut Commissaire en matière d'analyse des politiques et de recherche; il participe à l'élaboration de politiques et d'initiatives visant à coordonner à l'échelle du système les activités ayant trait aux droits de l'homme; il identifie les obstacles qui s'opposent à l'exercice intégral de tous les droits de l'homme et fait des recommandations concrètes au Haut Commissaire; il établit et maintient des contacts avec les gouvernements des États membres de la Commission des droits de l'homme et des organes délibérants connexes, lorsque le programme de travail dont l'exécution lui a été confiée le nécessite.
- 22.29 Le Bureau de liaison de New York représente le Haut Commissaire au Siège; il participe à la coordination des activités avec les organisations et les départements établis à New York, se tient en contact avec les représentants des États Membres au Siège ainsi qu'avec les organismes et les départements du Secrétariat de l'ONU, assure les services fonctionnels des réunions des organes directeurs chargés des questions

relatives aux droits de l'homme au Siège et fournit des éléments d'information concernant les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme aux organisations non gouvernementales, aux médias et aux institutions universitaires.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 22.30 Les ressources prévues (5 247 100 dollars), en hausse de 1 995 300 dollars, doivent permettre de faire face aux besoins en personnel du Bureau restructuré du Haut Commissaire aux droits de l'homme, qui compte 11 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur [1 poste de secrétaire général adjoint, 1 poste de sous-Secrétaire général, 1 poste D-1 (bureau de New York), 4 postes P-5 (2 postes de conseiller spécial, 1 poste d'assistant spécial de première classe et 1 poste de fonctionnaire chargé de la gestion des programmes (1re classe) recommandé par le Bureau des services de contrôle interne), 3 postes P-4 (2 postes au bureau de New York et 1 poste d'agent des communications) et 1 poste P-3 (bureau de New York)] et 11 postes d'agent des services généraux (1 poste de 1re classe et 2 postes Autres classes à New York et 8 postes Autres classes à Genève). Les changements en ce qui concerne les besoins en personnel s'expliquent par les mesures de restructuration suivantes a) transfert d'un poste P-4 et d'un poste P-3 de Genève (sous-programme 2) à New York afin de renforcer le bureau de New York, et de deux postes P-5 et d'un poste P-4 du sous-programme 3 au Bureau du Haut Commissaire à Genève; b) approbation à titre temporaire par l'Assemblée générale, dans sa résolution 49/219 du 23 décembre 1994, de neuf postes (1 poste de secrétaire général adjoint, 1 poste D-1, 2 postes P-5, 1 poste P-4 et 4 postes d'agent des services généraux). Conformément à la résolution 50/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1995, 4 postes (1 poste de secrétaire général adjoint, 1 poste P-5 et 2 postes d'agent des services généraux) ont été transformés en postes permanents en 1996-1997 et la transformation des cinq postes temporaires restants (1 poste D-1, 1 poste P-5, 1 poste P-4 et 2 postes d'agent des services généraux) a été reportée jusqu'à ce que la restructuration du programme de travail soit achevée. Il est proposé que trois postes (1 poste D-1, 1 poste P-5 et 1 poste d'agent des services généraux) soient transformés en postes permanents et que deux postes temporaires (1 poste P-4 et 1 poste d'agent des services généraux) soient abolis.

Autres dépenses de personnel

- 22.31 Les ressources prévues (21 700 dollars), qui accusent une diminution de 20 000 dollars, doivent permettre de répondre aux besoins du bureau de New York au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) (13 600 dollars) et des heures supplémentaires (8 100 dollars). Les ressources nécessaires au Bureau du Haut Commissaire à Genève au titre de cette rubrique figurent plus loin sous la rubrique appui aux programmes.

Voyages

- 22.32 Les ressources prévues (358 600 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage du Haut Commissaire aux droits de l'homme et de ses collaborateurs pour assister aux réunions de divers organismes des Nations Unies, mener des consultations avec des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, représenter le Secrétaire général et se rendre sur des lieux ou dans des régions où règne une situation d'urgence en matière de droits de l'homme.

Services contractuels

- 22.33 Un montant de 52 300 dollars est prévu pour financer les services d'agence de presse nécessaires du fait de l'élargissement des activités de contrôle que le Bureau du Haut Commissaire mène sur le terrain.

Frais généraux de fonctionnement

- 22.34 Les ressources prévues (7 400 dollars), en hausse de 1 500 dollars, correspondent au coût des communications (2 200 dollars), de l'entretien du mobilier et du matériel (3 000 dollars) et de services divers (2 200 dollars) du bureau de New York. Les ressources nécessaires au Bureau du Haut Commissaire à Genève au titre de cette rubrique figurent plus loin sous la rubrique appui aux programmes.

Fournitures et accessoires

- 22.35 Le montant de 7 000 dollars prévu, qui accuse une diminution de 6 800 dollars, est destiné à couvrir les besoins du bureau de New York. Les ressources nécessaires au Bureau du Haut Commissaire à Genève au titre de cette rubrique figurent plus loin sous la rubrique appui aux programmes.

Mobilier et matériel

- 22.36 Un montant de 11 000 dollars est proposé pour couvrir le coût du matériel de bureautique du bureau de New York. Les ressources nécessaires au Bureau du Haut Commissaire à Genève au titre de cette rubrique figurent plus loin sous la rubrique appui aux programmes.

C. Programme de travail

Tableau 22.8

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
1. Droit au développement, recherche et analyse	—	6 009,9	2 254,9	37,5	8 264,8	(143,9)	8 120,9
2. Appui aux organes et organisations de défense des droits de l'homme	—	10 408,1	(2 084,9)	(20,0)	8 323,2	(153,5)	8 169,7
3. Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'enquête sur les droits de l'homme, et activités sur le terrain	—	20 770,6	(3 944,9)	(18,9)	16 825,7	(229,9)	16 595,8
Total	31 690^a	37 188,6	(3 774,9)	(10,1)	33 413,7	(527,3)	32 886,4

Tableau 22.8 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
992,9	1 787,0	a) Services d'appui à Des activités extrabudgétaires	2 839,2
—	105,9	b) Activités de fond Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	249,0
6 466,0	4 966,0	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	5 134,3
708,2	300,0	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	370,0
—	234,8	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie internationale des populations autochtones	651,0
10,2	45,0	Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	172,0
1 622,6	5 091,5	Fonds d'affectation spéciale pour les activités du Centre pour les droits de l'homme	6 711,0
5 224,2	9 360,6	c) Projets opérationnels Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme	9 677,8
—	3 271,8	Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Burundi	3 412,0
607,4	843,1	Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge	871,7
8 417,5	16 467,6	Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Rwanda	17 026,0
Total	24 049,0		47 114,0
Total 1) et 2)	55 739,7		80 000,4

^a Dans les tableaux récapitulatifs, la répartition des dépenses pour l'exercice 1994-1995 n'est donnée que par section, car il n'était pas possible d'indiquer les dépenses effectuées pendant cette période par les nouvelles unités administratives créées en 1996 dans le cadre de la restructuration du Centre pour les droits de l'homme.

Sous-programme 1

Droit au développement, recherche et analyse

Tableau 22.9

Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	—	5 222,7	2 080,1	39,8	7 302,8	(138,0)	7 164,8
Autres dépenses de personnel	—	259,2	28,5	10,9	287,7	(1,9)	285,8
Consultants et experts	—	25,8	1,4	5,4	27,2	(0,2)	27,0
Voyages	—	265,4	104,3	39,2	369,7	(2,3)	367,4
Services contractuels	—	199,1	31,6	15,8	230,7	(1,2)	229,5
Subventions et contributions	—	37,3	9,0	23,8	46,7	(0,3)	46,4
Total	—	6 009,9	2 254,9	37,5	8 264,8	(143,9)	8 120,9

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds		1998-1999 Montant estimatif
	—	194,4	a)	Services d'appui à Des activités extrabudgétaires	194,4
	—	105,9	b)	Activités de fond Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	249,0
	—	4 966,0		Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	5 134,3
	—	300,0		Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	370,0
	—	234,8		Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie internationale des populations autochtones	651,0
	—	45,0		Fonds d'affectation spéciale pour la lute contre les formes contemporaines d'esclavage	172,0
	—	628,3		Fonds d'affectation spéciale pour les activités du Centre pour les droits de l'homme	—
Total	—	6 474,4			6 770,7
Total 1) et 2)	—	12 484,3			14 891,6

Tableau 22.10

Postes nécessaires*Programme : Droit au développement, recherche et analyse*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	2	1	—	—	—	2	2
P-4/3	7	12	1	—	2	4	10	16
P-2/1	3	4	—	—	4	4	7	8
Total	12	19	2	—	6	8	20	27
Agents des services généraux								
Autres classes	9	14	2	—	1	3	12	17
Total	9	14	2	—	1	3	12	17
Total général	21	33	4	—	7	11	32	44

- 22.37 Les activités entreprises au titre de ce sous-programme consisteront principalement à a) élaborer une stratégie intégrée et pluridisciplinaire en vue de faire respecter, de coordonner et de promouvoir le droit au développement conformément à la Déclaration sur le droit au développement et aux mandats ultérieurs sur la question, ainsi qu'à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne; et b) effectuer des recherches et des analyses afin de renforcer le respect des droits de l'homme en faisant mieux connaître et comprendre les questions intéressant les droits de l'homme et en rendant plus efficaces les mesures prises pour promouvoir et protéger ces droits.
- 22.38 On s'emploiera à faciliter la mise en oeuvre des mesures que les organes créés par traité, les institutions financières et de développement internationales et les organisations non gouvernementales prendront pour faire respecter le droit au développement en tant que droit fondamental de la personne humaine. L'accent sera mis sur la promotion du droit au développement à l'échelle nationale (coordination avec les responsables nommés par les États, recensement des obstacles aux niveaux national et international, sensibilisation à la signification et à l'importance du droit au développement, notamment au moyen d'activités éducatives et d'information).
- 22.39 Des activités de recherche et d'analyse seront menées en tenant compte de l'indissociabilité et de l'interdépendance de l'ensemble des droits de l'homme. Elles auront pour objet de faciliter l'application de normes, le travail des organes créés par traité, des rapporteurs spéciaux et d'autres organismes, ainsi que l'élaboration de nouvelles normes, de promouvoir la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels sur les plans national et international et de renforcer les institutions nationales de défense des droits de l'homme ainsi que l'état de droit. Elles devront également contribuer à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les nouvelles formes de discrimination et à renforcer la reconnaissance des droits fondamentaux des femmes et des enfants ainsi que la protection des groupes vulnérables tels que les minorités, les travailleurs migrants et les populations autochtones. Plusieurs activités concernent l'établissement et la mise à jour de systèmes informatisés pour l'analyse de données relatives aux droits de l'homme.

Activités

22.40 Les activités suivantes seront menées pendant l'exercice biennal :

a) *Services fournis aux organismes intergouvernementaux et aux organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

i) Services fonctionnels fournis aux réunions :

Commission des droits de l'homme. 32 séances plénières (16 séances annuelles), 120 séances de groupes de travail intersessions à composition non limitée chargés de l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones (20 séances annuelles), d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés universellement reconnus (10 séances annuelles) et de principes généraux relatifs aux programmes d'ajustement structurel ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels (10 séances annuelles); et groupes d'experts sur le droit au développement (20 séances annuelles);

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Quarante séances plénières (20 séances annuelles) et 90 séances des groupes de travail sur les formes contemporaines d'esclavage (15 séances annuelles); les populations autochtones (10 séances annuelles) et les minorités (10 séances annuelles) et Groupe de travail sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation (10 séances annuelles);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants :

Assemblée générale. Neuf rapports : deux sur l'autodétermination; deux rapports du Groupe de travail sur le droit au développement, composé d'experts de la Commission des droits de l'homme; deux sur la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (présentés par l'intermédiaire du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme); deux sur la Décennie internationale des populations autochtones et un sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones (1998);

Commission des droits de l'homme. Cinquante quatre rapports : deux sur les règles humanitaires minimales; deux sur le droit au développement; deux sur la dette extérieure; deux sur les expulsions forcées; deux sur la distribution du revenu; deux sur l'extrême pauvreté; deux sur l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme; deux sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme; deux sur les droits de l'homme et le terrorisme; deux sur les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en détention; deux sur les activités normatives; deux sur les jeunes en détention; deux sur la traite des êtres humains et la prostitution; deux sur la vente d'enfants; deux sur le travail des enfants; deux sur la traite des femmes et des fillettes; deux sur la prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans le système des Nations Unies; deux sur une instance permanente pour les populations autochtones; deux sur le patrimoine des populations autochtones; deux sur les droits des minorités; deux sur l'immigration et le racisme; deux sur les mesures discriminatoires prises à l'encontre d'enfants appartenant à des minorités; deux sur les fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel; deux sur la science et la technologie et la bio-éthique; deux rapports du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones; deux rapports du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés universellement reconnus; et deux rapports du Groupe de travail chargé d'établir des principes généraux relatifs aux programmes d'ajustement structurel ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels;

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Quinze rapports : deux sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes; deux sur les droits fonciers des populations autochtones; deux rapports du Groupe de travail sur les

populations autochtones; un sur les violations flagrantes et massives des droits de l'homme; deux sur le droit de circuler librement; deux sur l'impunité; deux rapports du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage et deux rapports du Groupe de travail sur les minorités;

iii) Autres services

Des documents analytiques de base se rapportant aux mandats de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission en matière d'établissement de normes ont été élaborés par le Groupe de travail sur le droit au développement, le Groupe de travail sur les populations autochtones, le Groupe de travail sur les minorités et le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage, ainsi que par les rapporteurs spéciaux sur les pratiques traditionnelles, les droits fonciers des populations autochtones, le patrimoine des populations autochtones, la distribution du revenu, les transferts de population, l'impunité, les pratiques analogues à l'esclavage et les états d'exception.

b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) Bons offices du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme : Établissement de documents directifs sur le droit au développement et des questions connexes, analyse annotée et élaboration de recommandations concernant les activités de suivi et la préparation de notes d'information;
- ii) Établissement de normes se rapportant aux instruments relatifs aux droits de l'homme : Analyse de la mise en oeuvre de dispositions figurant dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- iii) Publications périodiques : six séries de fiches d'information, six manuels de formation aux droits de l'homme et publications consacrées aux activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme;
- iv) Publications non périodiques : Séries d'études (deux en 1998 et deux en 1999);
- v) Cinq séminaires régionaux sur la réalisation du droit au développement (Amérique latine, Caraïbes, Asie, Afrique, Europe);
- vi) Six séminaires sur les thèmes suivants : éducation multiculturelle; Internet et racisme et discrimination raciale, xénophobie et intolérance (1999); égalité de traitement devant les tribunaux; immigration et racisme; populations autochtones, enseignement supérieur et racisme; et journalistes autochtones; le troisième atelier sur l'instance pour les populations autochtones et six séminaires sur les droits des populations autochtones;
- vii) Documentation technique : Mise à niveau du site Web (anglais, espagnol et français) et mise en service des versions arabe et russe; création d'un environnement pour l'analyse informatisée de données relatives aux droits de l'homme (HURICANE), notamment de données spécifiques et de données concernant le droit au développement; compilation des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme sur CD-ROM; mise à jour des bases de données concernant les organes créés par traité, les disparitions involontaires, les états d'exception, les droits de l'enfant, et les exécutions sommaires ou arbitraires;
- viii) Analyses et notes d'information à l'usage des rapporteurs spéciaux et des organes créés par traité, ainsi que pour les activités de suivi et la préparation de projets de coopération technique;
- ix) Manifestations spéciales à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) Participation à six réunions du groupe de travail sur la bonne conduite des affaires publiques du Comité administratif de coordination;

- ii) Participation à deux réunions du Conseil d'administration de l'Institut arabe des droits de l'homme;
- iii) Participation aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
- iv) Participation aux consultations interorganisations sur les populations autochtones;
- v) Participation à des séminaires sur le droit au développement; le racisme et la discrimination raciale; les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme; les droits de l'enfant et les droits fondamentaux des femmes.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 22.41 Le montant prévu (7 302 800 dollars), qui représente une augmentation de 2 080 100 dollars, correspond aux besoins en personnel du sous-programme 1, comme il est indiqué dans le tableau 22.10. Cette hausse, imputable à la restructuration, s'explique de la façon suivante : a) transfert au sous-programme 1 de deux postes P-4, de deux postes P-3 et de trois postes d'agent des services généraux qui relevaient du sous-programme 3, ainsi que d'un poste P-2/1 qui relevait du sous-programme 2, en vue de renforcer les activités concernant le droit au développement; b) quatre postes (1 poste P-5, 1 poste P-4 et 2 postes d'agent des services généraux) se rapportant au suivi de la Déclaration de Vienne ont été approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/219, à titre temporaire. Conformément à la résolution 50/214 de l'Assemblée, la transformation de ces postes en postes permanents avait été reportée jusqu'à la fin de la restructuration du programme de travail. Il est proposé de transformer ces quatre postes en postes permanents.

Autres dépenses de personnel

- 22.42 Les ressources nécessaires à ce titre, soit 287 700 dollars, font apparaître une augmentation de 28 500 dollars. Elles sont destinées à couvrir le coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), (249 800 dollars) notamment dans les domaines du droit au développement (82 600 dollars) et des activités demandées par le Conseil économique et social qui relèvent du sous-programme 1 (167 200 dollars) et le coût des heures supplémentaires (37 900 dollars) correspondant aux services fonctionnels nécessaires pour les réunions de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et de leurs groupes de travail. L'augmentation de 28 500 dollars s'explique principalement par des besoins accrus en heures supplémentaires correspondant aux services fonctionnels nécessaires à la Commission et à la Sous-Commission.

Consultants et experts

- 22.43 Le montant prévu à ce titre (27 200 dollars) qui représente une augmentation de 1 400 dollars doit couvrir le coût des services fournis par des consultants spécialisés dans les domaines du droit au développement et des populations autochtones (15 500 dollars) et des activités demandées par le Conseil économique et social (11 700 dollars).

Voyages

- 22.44 Le montant prévu à ce titre (369 700 dollars) représente une augmentation de 104 300 dollars. Il correspond aux frais de voyage des représentants, soit 265 400 dollars (participation aux sessions annuelles du Groupe de travail sur le droit au développement de 10 membres du Groupe et déplacements des rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission), ainsi qu'aux frais de voyage du personnel (104 300 dollars) qui aide les rapporteurs spéciaux ou participent à des séminaires et consultations organisés dans le cadre des activités prescrites par le Conseil économique et social.

Services contractuels

- 22.45 Le montant prévu à ce titre (230 700 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 31 600 dollars, doit permettre de couvrir le coût de l'impression à l'extérieur de publications qui, du fait de leur nature, ne peuvent pas être imprimées à l'ONU. Dans le cadre de la restructuration, la gestion des activités d'information a été rattachée au sous-programme 1.

Subventions et contributions

- 22.46 Le montant prévu à ce titre, soit 46 700 dollars, représente une augmentation de 9 000 dollars. Il doit servir à financer quatre séminaires régionaux portant sur la réalisation du droit au développement, conformément à la résolution 1996/15 de la Commission des droits de l'homme.

Sous-programme 2

Appui aux organes qui s'occupent des droits de l'homme

Tableau 22.11

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	—	10 093,6	(2 061,5)	(20,4)	8 032,1	(151,5)	7 880,6
Autres dépenses de personnel	—	123,8	12,0	9,6	135,8	(0,8)	135,0
Consultants et experts	—	20,8	(8,4)	(40,3)	12,4	(0,2)	12,2
Voyages	—	169,9	(27,0)	(15,8)	142,9	(1,0)	141,9
Total	—	10 408,1	(2 084,9)	(20,0)	8 323,2	(153,5)	8 169,7

2) Fonds extrabudgétaires

	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Montant estimatif</i>	<i>Provenance des fonds</i>		<i>1998-1999 Montant estimatif</i>
	—	398,2	a)	Services d'appui à : Des activités extrabudgétaires	398,2
	—	541,7	b)	Activités de fond : Fonds d'affectation spéciale pour les activités du Centre pour les droits de l'homme	1 740,0
Total	—	939,9			2 138,2
Total 1) et 2)	—	11 348,0			10 307,9

Tableau 22.12

Postes nécessaires*Programme : Appui aux organes qui s'occupent des droits de l'homme*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	1	—	—	—	—	2	1
P-5	3	3	—	—	—	—	3	3
P-4/3	19	13	—	—	2	2	21	15
P-2/1	6	4	—	—	4	6	10	10
Total	30	21	—	—	6	8	36	29
Agents des services généraux								
Autres classes	18	15	—	—	1	1	19	16
Total	18	15	—	—	1	1	19	16
Total général	48	36	—	—	7	9	55	45

- 22.47 Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme visent à fournir un appui technique et, dans certains cas, un appui fonctionnel à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi qu'à leurs groupes de travail, aux organes de suivi des traités et aux conseils d'administration de divers fonds d'affectation spéciale destinés aux activités menées dans le domaine des droits de l'homme. Les communications visées par la résolution 1503 (XLVIII) continueront à être examinées. Les efforts entrepris conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne pour encourager la ratification des principaux traités relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles respectifs (le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille). On s'attachera surtout à améliorer les procédures instituées dans le cadre des traités en les rationalisant et les simplifiant.

Activités

- 22.48 Les activités suivantes seront entreprises durant l'exercice biennal 1998-1999 :
- Services destinés à des organes internationaux et à des organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - Services fonctionnels pour des réunions

Commission des droits de l'homme : quatre réunions plénières (deux par an), 140 réunions des groupes de travail intersessions à composition non limitée consacrées aux sujets suivants : projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (20 réunions par an); projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant les enfants (20 par an); projet de protocole facultatif se

rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation d'enfants aux conflits armés (20 par an); et étude des situations (10 par an);

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : 40 réunions plénières (20 par an) et 40 réunions du groupe de travail chargé d'examiner les communications (20 par an);

Comité des droits économiques, sociaux et culturels : 120 réunions plénières (60 par an) et 40 séances du groupe de travail d'avant-session (20 par an);

Comité des droits de l'homme : 180 réunions plénières (90 par an) et 60 réunions du groupe de travail d'avant-session (30 par an);

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : 120 réunions (60 par an);

Comité contre la torture : 80 réunions (40 par an);

Comité des droits de l'enfant : 180 réunions plénières (90 par an) et 60 séances du groupe de travail d'avant-session (30 par an);

Réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme : 20 réunions (10 par an);

Réunions des États parties aux instruments suivants : Pacte international relatif aux droits civils et politiques (deux réunions en 1998), Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (deux réunions en 1998); Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (deux réunions en 1999); Convention relative aux droits de l'enfant (deux réunions en 1999);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants

Assemblée générale : 29 rapports, répartis comme suit : deux rapports de la Commission des droits de l'homme (par l'intermédiaire du Conseil économique et social); deux rapports de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; deux rapports du Comité des droits de l'homme; deux rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; deux rapports du Comité contre la torture; rapport du Comité des droits de l'enfant; deux rapports du Secrétaire général sur l'amélioration du fonctionnement des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme; deux rapports du Secrétaire général sur l'état d'instruments internationaux; deux rapports sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture; deux rapports sur la situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; deux rapports sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; deux rapports sur l'état de la Convention contre la torture; deux rapports sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant; deux rapports sur la prévention et la répression du crime de génocide et deux rapports sur la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

Assemblée générale et Commission des droits de l'homme : quatre rapports : deux rapports du groupe de travail sur un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants; deux rapports du groupe de travail sur un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation d'enfants aux conflits armés;

Conseil économique et social : deux rapports du Comité des droits économiques, sociaux et culturels;

Commission des droits de l'homme : six rapports : deux rapports du groupe de travail sur un projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements

cruels, inhumains ou dégradants; deux rapports du groupe de travail chargé d'étudier les communications et deux rapports du groupe de travail des situations;

Comité des droits économiques, sociaux et culturels : 24 conclusions sur les rapports des États et 24 listes de questions concernant les rapports de pays;

Comité des droits de l'homme : 35 conclusions sur les rapports des États, 35 listes de questions concernant les rapports de pays et six rapports consacrés à des observations générales;

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : cinq rapports concernant les communications faites en vertu de l'article 14 de la Convention, 100 conclusions sur les rapports des États;

Comité contre la torture : rapport concernant les conclusions des enquêtes sur les plaintes faisant état d'une pratique systématique de la torture dans des États parties, 25 conclusions sur les rapports des États, 20 rapports confidentiels ayant trait à la procédure d'enquête prévue à l'article 20 de la Convention, 200 rapports sur les communications individuelles prévues à l'article 22 de la Convention, y compris des décisions et des résumés analytiques;

Comité des droits de l'enfant : 40 conclusions du Comité, 40 listes de questions ayant trait aux rapports des pays;

Réunions des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : document contenant les résolutions et recommandations adressées par les États parties à l'organe de suivi du Pacte et/ou à l'Assemblée générale, trois rapports du Secrétaire général pour examen par les États parties;

Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : document contenant les résolutions et recommandations adressées par les États parties à l'organe de suivi de la Convention et/ou à l'Assemblée générale, deux rapports du Secrétaire général pour examen par les États parties;

Réunion des États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : document contenant les résolutions et recommandations adressées par les États parties à l'organe de suivi de la Convention et/ou à l'Assemblée générale, quatre rapports du Secrétaire général pour examen par les États parties;

Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant : document contenant les résolutions et recommandations adressées par les États parties à l'organe de suivi de la Convention et/ou à l'Assemblée générale, deux rapports du Secrétaire général pour examen par les États parties;

iii) Services techniques

Commission des droits de l'homme : 120 réunions plénières, 362 réunions de groupes de travail intersessions à composition non limitée qui s'occupent des sujets suivants : projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (20 par an); projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (20 par an); projet de déclaration sur le droit et la responsabilité qu'ont les individus, les groupes et les organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (10 par an); projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (20 par an); projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation d'enfants aux conflits armés (20 par an); principes directeurs relatifs à l'incidence des programmes d'ajustement structurel sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels (10 par an); et de groupes d'experts sur le droit au développement (20 par an); les situations (10 par an); les disparitions involontaires (15 par an) et les détentions arbitraires (36 par an);

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : 80 réunions plénières et 66 réunions de groupes de travail sur : les communications (20 par an); les formes contemporaines d'esclavage (16 par an); les populations autochtones (10 par an); les minorités (10 par an) et l'administration de la justice et la question du dédommagement (10 par an);

Comité des droits économiques, sociaux et culturels : 120 réunions plénières et 40 réunions du groupe de travail d'avant-session;

Comité des droits de l'homme : 180 réunions plénières et 60 réunions du groupe de travail d'avant-session;

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : 120 réunions;

Comité contre la torture : 80 réunions;

Comité des droits de l'enfant : 180 réunions plénières et 60 réunions du groupe de travail d'avant-session;

Réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme : 20 séances;

Réunions des États parties aux instruments suivants : Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention relative aux droits de l'enfant.

b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) Application des procédures prévues par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social pour examiner les communications faisant état de violations des droits de l'homme, notamment : examen de 3 000 communications par an (chiffre estimatif); appui technique à des experts indépendants, aux rapporteurs spéciaux et représentants enquêtant sur les plaintes exposées dans les communications, conformément à la procédure prévue par la résolution 1503; suivi au niveau des pays des plaintes formulées par des individus dans le cadre de la résolution susmentionnée; réunions d'information avec les organisations non gouvernementales sur la procédure définie dans la résolution 1503;
- ii) Information des États Membres et d'entités du système des Nations Unies sur des questions de procédure ayant trait à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et leurs groupes de travail; suivi des décisions du Comité des droits de l'homme prises dans le cadre des protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention relative aux droits de l'enfant, et des mécanismes de contrôle de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme;
- iii) Documentation technique : mise à jour d'une base de données sur les activités relatives aux droits économiques, sociaux et culturels; production de deux brochures d'information concernant les activités du Comité des droits de l'enfant.

c) *Coopération internationale, coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

Participation aux activités d'organisations internationales, régionales et nationales s'occupant de l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention contre la torture et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 22.49 Le montant demandé, soit 8 032 100 dollars, représente une diminution de 2 061 500 dollars due à l'évolution des besoins de ce sous-programme reflétée au tableau 22.12 ci-dessus. Cette évolution résulte de la restructuration, comme suit : a) redéploiement d'un poste P-4 et d'un poste P-3 transférés au bureau de New York et d'un poste P-2/1 transféré au sous-programme 1 et b) suppression de neuf postes (1 D-2, 1 P-4, 3 P-3, 1 P-2/1 et 3 postes d'agent des services généraux).

Autres dépenses de personnel

- 22.50 Les ressources nécessaires, soit 135 800 dollars, ce qui correspond à une croissance de 12 000 dollars, comprennent un montant de 111 800 dollars pour le personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions, qui est nécessaire pour assurer le service des organes intergouvernementaux (81 100 dollars) et les activités prescrites par le Conseil économique et social qui entrent dans le cadre de ce sous-programme (30 400 dollars), et un montant de 24 000 dollars pour les heures supplémentaires en période de pointe.

Consultants et experts

- 22.51 Le montant demandé, soit 12 400 dollars, fait apparaître une baisse de 8 400 dollars et devrait couvrir les frais de services spécialisés concernant l'application des traités.

Voyages

- 22.52 Les ressources demandées, soit 142 900 dollars, représentent une diminution de 27 000 dollars et doivent couvrir les frais de voyage de l'expert indépendant engagé au titre de la procédure prévue par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social (38 600 dollars), dans le cadre des activités prescrites par le Conseil; les frais de voyage du personnel (104 300 dollars) se rendant sur le terrain pour donner suite à des plaintes individuelles faisant état de violations des droits de l'homme tombant sous le coup de cette résolution; et la participation à des réunions internationales et nationales, ateliers et séminaires concernant l'application et le suivi des traités.

Sous-programme 3
Services consultatifs, coopération technique,
appui aux procédures d'établissement des faits
et aux activités hors Siège dans le domaine
des droits de l'homme

Tableau 22.13

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	—	14 945,7	(4 270,4)	(28,5)	10 675,3	(196,5)	10 478,8
Autres dépenses de personnel	—	1 927,2	777,6	40,3	2 704,8	(16,8)	2 688,0
Consultants et experts	—	79,5	(22,7)	(28,5)	56,8	0,8	57,6
Voyages	—	3 235,1	(469,0)	(14,4)	2 766,1	(12,6)	2 753,5
Frais généraux de fonctionnement	—	442,9	—	—	442,9	(3,6)	439,3
Fournitures et accessoires	—	44,6	14,8	33,1	59,4	(0,5)	58,9
Mobilier et matériel	—	65,6	54,8	83,5	120,4	(0,7)	119,7
Subventions et contributions	—	30,0	(30,0)	(100,0)	—	—	—
Total	—	20 770,6	(3 944,9)	(18,9)	16 825,7	(229,9)	16 595,8

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds		1998-1999 Montant estimatif
	—	1 194,4	a)	Services d'appui à : Des activités extrabudgétaires	2 246,6
	—	3 921,5	b)	Activités de fond : Fonds de contributions volontaires pour les activités du Centre pour les droits de l'homme	4 971,0
	—	9 360,6	c)	Projets opérationnels : Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme	9 677,8
	—	3 271,8		Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Burundi	3 412,0
	—	843,1		Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge	871,7
	—	16 467,6		Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération des droits de l'homme au Rwanda	17 026,0
Total	—	35 059,0			38 205,1
Total 1) et 2)	—	55 829,6			54 800,9

Tableau 22.14

Postes nécessaires

Programme : services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	1	—	—	—	—	2	1
P-5	4	3	1	—	3	3	8	6
P-4/3	27	26	7	—	17	16	51	42
P-2/1	6	6	—	—	7	7	13	13
Total	39	36	8	—	27	26	74	62
Agents des services généraux								
Autres classes	20	10	—	—	2	2	22	12
Total	20	10	—	—	2	2	22	12
Total général	59	46	8	—	29	29	96	74

- 22.53 Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme visent à aider les pays qui le demandent à encourager et protéger la jouissance des droits de l'homme par des services consultatifs et des projets de coopération technique, à faciliter la mise en oeuvre des procédures et mécanismes d'enquête concernant les droits de l'homme et à fournir un appui fonctionnel aux missions et au personnel assurant une présence de l'ONU sur le terrain.
- 22.54 Le but des services consultatifs et de la coopération technique est d'aider les pays, à leur demande, à élaborer de vastes plans d'action nationaux visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme, de fournir des avis et d'appuyer des projets spécifiques dans le même domaine; d'élaborer un vaste programme coordonné des Nations Unies pour aider les États à mettre en place et renforcer des structures nationales de promotion et de protection des droits de l'homme; de sensibiliser aux droits de l'homme et de diffuser des connaissances spécialisées sur ce sujet en organisant des cours, des séminaires et des ateliers, et en produisant une documentation et un matériel pédagogique très variés.
- 22.55 En ce qui concerne l'appui aux organes chargés d'enquêter, les objectifs sont, d'une part, d'assurer le bon fonctionnement des mécanismes de contrôle des droits de l'homme en aidant les rapporteurs spéciaux, les représentants ou les experts et les groupes de travail mandatés par des organes directeurs — il s'agit notamment de préparer des informations sur les plaintes faisant état de violations et de situations préoccupantes et de fournir un appui aux missions et réunions; et, d'autre part, de renforcer l'efficacité de l'action des organes directeurs en fournissant des informations analytiques sur les situations dans le domaine des droits de l'homme. Les activités entreprises pour atteindre ces objectifs ont été confiées à des groupes de travail composés d'experts agissant à titre individuel, à des rapporteurs spéciaux, représentants ou experts désignés à des titres divers, mandatés par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social ou la Commission des droits de l'homme pour examiner et contrôler des situations ayant trait aux droits de l'homme dans certains pays ou territoires ou de grands phénomènes de violation des droits de l'homme dans le monde entier et publier des rapports à ce sujet. Ces procédures et mécanismes constituent les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme, dont les 42 mandats actuels se répartissent comme suit : 16 mandats axés sur un pays ou un territoire : Afghanistan, Burundi, Cambodge, Cuba, ex-

Yougoslavie, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Iraq, Myanmar, République islamique d'Iran, Rwanda, Somalie, Soudan, territoires palestiniens occupés depuis 1967 et Zaïre; 12 mandats thématiques : question de la torture, indépendance des juges et des avocats, personnes déplacées à l'intérieur d'un pays, exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires, utilisation de mercenaires, intolérance religieuse, droit à la liberté d'opinion et d'expression, vente et prostitution d'enfants et pornographie impliquant des enfants, violence contre les femmes, formes contemporaines de racisme, personnes disparues en ex-Yougoslavie, effet de produits toxiques et dangereux sur la jouissance des droits de l'homme; 14 mandats confiés au Secrétaire général, répartis comme suit : six mandats thématiques : exodes massifs, droits de l'homme et procédures thématiques, coopération avec les représentants des organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme (représailles), droits de l'homme et médecine légale, viols et sévices à l'encontre de femmes en ex-Yougoslavie; et question des disparitions forcées ou involontaires; huit mandats axés sur un pays ou un territoire : Chypre, droits de l'homme dans le Golan syrien occupé, Kosovo, situation dans les territoires occupés, sud du Liban et Bekaa occidentale, Tchétchénie, territoires arabes occupés, y compris la Palestine, Timor oriental.

- 22.56 En ce qui concerne les activités hors Siège, l'objectif est d'assurer l'efficacité des missions et présences sur le terrain en maintenant des contacts avec les gouvernements, les secteurs compétents du système des Nations Unies, les organisations internationales et régionales et d'autres entités, en élaborant des programmes et du matériel de formation pour le personnel qui s'occupe des droits de l'homme et en dispensant une formation concernant les droits de l'homme, au personnel de certaines composantes d'autres activités opérationnelles menées par l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, on s'attachera à formuler et mettre au point les meilleures pratiques, procédures, méthodes et modèles pour les activités menées sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme, et notamment à concevoir, exécuter et évaluer des activités de contrôle, des projets de coopération technique et des programmes de formation ayant trait aux droits de l'homme. On alimentera et évaluera la mémoire institutionnelle se rapportant à divers types d'activités de terrain en vue de continuer à améliorer les pratiques et procédures. On élaborera des règles relatives à la conclusion des arrangements juridiques nécessaires avec les pays ainsi que d'arrangements de coopération très variés avec des organisations partenaires.

Activités

- 22.57 Les activités suivantes seront entreprises en 1998-1999 :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et à des organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) Services fonctionnels pour des réunions :

Commission des droits de l'homme : 84 réunions plénières, 102 réunions de groupes de travail intersession à composition non limitée sur la détention arbitraire (36 réunions par an) et sur les disparitions forcées ou involontaires (15 réunions par an);

Commission spéciale chargée d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés : 6 réunions;

Réunions annuelles des rapporteurs spéciaux, représentants, experts et présidents de groupes de travail : 2 réunions;
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants :

Assemblée générale : 14 rapports répartis comme suit : six rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, deux rapports sur la question des disparitions forcées ou involontaires, deux rapports sur les viols et sévices infligés aux femmes en ex-Yougoslavie, deux rapports sur le renforcement de l'état de droit, et deux rapports sur le Kosovo;

Assemblée générale et Commission des droits de l'homme : 46 rapports répartis comme suit : deux rapports du Rapporteur spécial sur l'Afghanistan; deux rapports du Rapporteur spécial sur

Cuba, deux rapports du Représentant spécial sur la République islamique d'Iran; deux rapports du Rapporteur spécial sur le Myanmar; deux rapports du Rapporteur spécial sur le Soudan; quatre rapports du Rapporteur spécial sur le territoire de l'ex-Yougoslavie; deux rapports du Rapporteur spécial sur le Rwanda; deux rapports du Représentant spécial sur le Cambodge; deux rapports sur le sud du Liban et la Bekaa occidentale; deux rapports sur les opérations au Rwanda; deux rapports sur l'application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004); deux rapports du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires; deux rapports du Représentant du Secrétaire général sur les personnes déplacées; deux rapports du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse; deux rapports du Rapporteur spécial sur l'utilisation de mercenaires pour entraver l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination; deux rapports du Rapporteur spécial sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie; deux rapports du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants; deux rapports du Rapporteur spécial sur l'Iraq; deux rapports du Rapporteur spécial sur le Burundi; deux rapports sur les exodes massifs; quatre rapports sur les territoires arabes occupés, y compris la Palestine;

Commission des droits de l'homme : 49 rapports répartis comme suit : deux rapports du Groupe de travail sur les détentions arbitraires; deux rapports du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires; deux rapports du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats; deux rapports du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; deux rapports de l'expert responsable du dispositif spécial mis en place pour retrouver la trace des personnes portées disparues en ex-Yougoslavie; deux rapports du Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression; deux rapports du Rapporteur spécial sur l'élimination de la violence contre les femmes; deux rapports du Rapporteur spécial consacrés aux effets des produits toxiques et dangereux sur la jouissance des droits de l'homme; deux rapports du Rapporteur spécial sur la Guinée équatoriale; deux rapports du Rapporteur spécial sur les territoires palestiniens occupés depuis 1967; deux rapports du Rapporteur spécial sur le Zaïre; deux rapports de l'Expert indépendant sur le Guatemala; deux rapports de l'Expert indépendant sur Haïti; deux rapports de l'Expert indépendant sur la Somalie; deux rapports sur les droits de l'homme et les procédures thématiques; deux rapports sur la coopération avec des représentants d'organes de défense des droits de l'homme de l'ONU (représailles); un rapport sur les droits de l'homme et la médecine légale; deux rapports sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique; deux rapports sur les services consultatifs et la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme; deux rapports sur Chypre; deux rapports sur le Timor oriental; deux rapports sur la situation en Palestine occupée; deux rapports sur les hauteurs du Golan syrien occupé; deux rapports sur la Tchétchénie et deux rapports sur la réunion annuelle des rapporteurs spéciaux, représentants, experts et présidents de groupes de travail;

iii) Autres services fournis :

Assistance au Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés et, dans le cadre des mandats de la Commission des droits de l'homme (procédures spéciales), à deux groupes de travail sur les disparitions forcées et involontaires et la détention arbitraire; assistance à 28 rapporteurs spéciaux, représentants ou experts.

b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

- i) Rapports d'information mensuels du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à l'intention du Secrétaire général, des États Membres et des organismes intéressés sur tous les endroits où l'ONU assure une forte présence sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme. Points et communiqués de presse sur les activités des rapporteurs spéciaux, des

- représentants, des experts et des groupes de travail ainsi que sur la présence assurée sur le terrain par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme;
- ii) Création et gestion de bases de données sur les disparitions, les exécutions extrajudiciaires, la torture, la détention arbitraire et divers autres types de violations des droits de l'homme, dans le cadre des présences sur le terrain;
 - iii) Résumés analytiques, manuels et guides de terrain sur les procédures spéciales et les activités de coopération technique.
- c) *Coopération internationale, coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) Consultations et coordination continues avec le PNUD, la Banque mondiale, le HCR, l'UNICEF, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires humanitaires, le Département de l'information et des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge, l'OSCE et la Commission de l'Union européenne;
 - ii) Collecte d'informations auprès d'un réseau d'organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme et d'établissements universitaires, échange de documents d'information, consultations officielles et participation à des séminaires et ateliers;
 - iii) Participation à des réunions interinstitutions et des réunions ayant trait aux droits de l'homme convoquées par diverses organisations internationales et préparation de documents d'information et de rapports.
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires)*
- i) Lancement d'activités de terrain dans le domaine des droits de l'homme et appui à ces activités; élaboration de meilleures pratiques, procédures, méthodes et modèles (coopération technique et suivi) en Abkhazie, au Burundi, au Cambodge, en Colombie, en ex-Yougoslavie, à Gaza, au Rwanda et au Zaïre;
 - ii) Formulation et mise en oeuvre de 40 grands projets de pays, de 10 projets régionaux en Asie-Pacifique, en Afrique, en Amérique latine et en Europe orientale et de 10 projets consacrés aux droits de l'homme à l'échelle mondiale;
 - iii) Constitution de matériel didactique et de programmes consacrés aux droits de l'homme pour des séminaires, ateliers et cours de formation;
 - iv) Recensement des programmes, matériels et organismes existants aux niveaux international, régional et national dans le domaine de l'éducation en matière de droits de l'homme; directives relatives aux plans nationaux d'action pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et élaboration et publication de six jeux de matériels pédagogiques, de trois manuels et de documentation destinés à divers publics scolaires dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 22.58 Le montant demandé, soit 10 675 300 dollars, accuse une diminution de 4 270 400 dollars et devrait permettre de couvrir les besoins de ce sous-programme en personnel, soit 36 administrateurs et 1 directeur [D-1, 3 P-5, P-4, 17 P-3 et 6 P-2/1 dont 1 P-5, 2 P-4 et 3 P-3 pour le bureau du Cambodge et 10 agents des services généraux (Autres classes)]. L'évolution des besoins en personnel résulte des mesures prises dans le cadre de la restructuration : a) redéploiement de deux postes P-5, d'un poste P-4 et de six postes d'agent des services généraux transférés au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de deux postes P-4, deux postes P-3 et trois postes d'agent des services généraux transférés au sous-programme 1; b) suppression de quatre postes (1 D-1, 1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux); c) approbation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 49/219, de huit postes

d'administrateur (1 P-5, 4 P-4 et 3 P-3) pour le bureau du Cambodge, à titre temporaire. Conformément à la résolution 50/214 de l'Assemblée, la titularisation de ces postes a été différée jusqu'à ce que le programme de travail soit restructuré. Il est proposé de transformer 7 postes (1 P-5, 2 P-4 et 4 P-3) en postes permanents (et, compte tenu des responsabilités précédemment assumées par le bureau du Cambodge, de déclasser ce faisant deux postes P-4 à la classe P-3) et de supprimer un poste P-3 temporaire.

Autres dépenses de personnel

- 22.59 Les montants demandés (2 704 800 dollars) devraient permettre d'engager du personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions (2 661 400 dollars) et de payer des heures supplémentaires. Le montant de 2 661 400 dollars concernant le personnel temporaire correspond à une croissance de 753 700 dollars. Il est demandé pour financer a) des enquêtes et procédures spéciales, notamment les activités prescrites par le Conseil économique et social (1 002 900 dollars); b) le personnel local du bureau au Cambodge (342 500 dollars); c) les vérificateurs engagés pour des activités menées au Rwanda dans le domaine des droits de l'homme (1 229 300 dollars); et d) le recrutement de personnel temporaire pendant les périodes de pointe liées à la rédaction d'études et de rapports et à la préparation de séminaires par les secrétariats (86 700 dollars). L'augmentation de 753 700 dollars doit permettre de financer le personnel temporaire supplémentaire qui est devenu nécessaire pour les activités menées au Rwanda dans le domaine des droits de l'homme (680 300 dollars), les activités d'enquête (59 800 dollars) et le bureau du Cambodge (13 600 dollars). Les ressources demandées pour les heures supplémentaires (43 400 dollars) correspondent à une augmentation de 23 900 dollars et devraient permettre de financer les heures supplémentaires de secrétaire durant les périodes de pointe et en situation d'urgence.

Consultants et experts

- 22.60 Le montant demandé, soit 56 800 dollars, accuse une baisse de 22 700 dollars et devrait permettre de rémunérer les services de spécialistes recrutés, d'une part, pour le bureau au Cambodge (47 000 dollars) et, d'autre part, pour établir du matériel d'information et du matériel pédagogique concernant les activités prescrites par le Conseil économique et social (9 800 dollars).

Voyages

- 22.61 Le montant demandé, soit 2 766 100 dollars, dont 1 966 500 dollars pour les voyages de représentants et 799 600 dollars pour les voyages du personnel, accuse une diminution de 469 000 dollars (123 100 dollars pour les voyages des représentants et 345 900 dollars pour les voyages du personnel). Il devrait permettre de financer a) les voyages de rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux et membres de groupes de travail dans le cadre de missions sur le terrain, et les voyages effectués à l'occasion de consultations ou pour présenter des rapports à la Commission des droits de l'homme et/ou à l'Assemblée générale et b) les voyages du personnel accompagnant les rapporteurs spéciaux ou les membres des comités et groupes de travail dans le cadre de missions sur le terrain. Le montant total est ventilé comme suit : a) activités prescrites par le Conseil économique et social : 2 367 700 dollars (dont 1 812 100 dollars pour les frais de voyage des représentants et 555 600 dollars pour les frais de voyage du personnel); b) bureau au Cambodge : 173 400 dollars (dont 83 200 dollars pour les frais de voyage du Rapporteur spécial et 90 200 dollars pour les frais de voyage du personnel); c) activités concernant les droits de l'homme au Rwanda : 120 500 dollars (dont 71 200 dollars pour les frais de voyage du Rapporteur spécial et 49 300 dollars pour les frais de voyage du personnel); et d) frais de voyage du personnel (104 500 dollars) pour la préparation d'études, de rapports de séminaires et la participation à des réunions.

Frais généraux de fonctionnement

- 22.62 Les ressources nécessaires, soit 442 900 dollars, seraient réparties comme suit : services divers (34 400 dollars), communications (127 900 dollars), location de locaux (92 300 dollars), éclairage, chauffage, énergie et eau (51 700 dollars), location et entretien de mobilier et de matériel (136 600 dollars). Elles se rapportent à des activités prescrites par le Conseil économique et social, à l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda et au bureau du Cambodge.

Fournitures et accessoires

- 22.63 Le montant demandé, soit 59 400 dollars, représente une croissance de 14 800 dollars et couvrirait l'achat d'accessoires de bureau et des fournitures nécessaires au traitement des données pour le bureau du Cambodge (41 500 dollars), pour les activités menées dans le domaine des droits de l'homme au Rwanda et les activités prescrites par le Conseil économique et social (8 700 dollars).

Mobilier et matériel

- 22.64 Le montant demandé, soit 120 400 dollars, correspond à une croissance de 54 800 dollars et permettrait d'acheter du matériel de bureautique pour le bureau du Cambodge.

D. Appui au programme

Tableau 22.15

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	—	1 224,8	43,6	3,5	1 268,4	(24,6)	1 243,8
Autres dépenses de personnel	—	73,9	—	—	73,9	(0,5)	73,4
Voyages	—	9,6	—	—	9,6	(0,1)	9,5
Services contractuels	—	134,3	(112,6)	(83,8)	21,7	0,1	21,8
Frais généraux de fonctionnement	—	113,5	15,3	13,4	128,8	(0,9)	127,9
Dépenses de représentation	—	14,2	—	—	14,2	—	14,2
Fournitures et accessoires	—	18,8	28,3	150,5	47,1	(0,3)	46,8
Mobilier et matériel	—	115,7	139,1	120,2	254,8	(1,5)	253,3
Total	—	1 704,8	113,7	6,6	1 818,5	(27,8)	1 790,7

2) Fonds extrabudgétaires

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif
a) Services d'appui à :			
Des activités extrabudgétaires	—	1 675,6	1 765,4
Total	—	1 675,6	1 765,4
Total 1) et 2)	—	3 380,4	3 556,1

Tableau 22.16

Postes nécessaires*Programme : Appui au programme*

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1998-1999</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	1	—	—	1	—	2	1
P-2/1	—	—	—	—	1	1	1	1
Total	2	2	—	—	2	1	4	3
Agents des services généraux								
Autres classes	4	4	—	—	2	2	6	6
Total	4	4	—	—	2	2	6	6
Total général	6	6	—	—	4	3	10	9

- 22.65 Le Groupe administratif a été créé conformément à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne, dans le cadre de la restructuration du Centre pour les droits de l'homme. Il fournit un appui au programme et d'autres services de gestion, et assure notamment le recrutement, l'administration du personnel, la gestion financière, la planification des ressources et d'autres services communs, en vue de faciliter l'exécution des activités du programme relatif aux droits de l'homme.

Ressources nécessaires (aux taux courants)*Postes*

- 22.66 Les ressources demandées à cette rubrique, soit 1 268 400 dollars, correspondent à une croissance de 43 600 dollars et permettront de financer deux postes d'administrateur (1 P-5 et 1 P-3) et quatre postes d'agent des services généraux (autres classes), compte tenu des nouvelles règles concernant le nombre de postes devant rester vacants.

Autres dépenses de personnel

- 22.67 Le montant demandé, soit 73 900 dollars, permettra d'engager du personnel temporaire pour les périodes de pointe (46 000 dollars), de remplacer le personnel en congé maternité ou congé de maladie de longue durée et de payer des heures supplémentaires (27 900 dollars).

Voyages

- 22.68 Un montant de 9 600 dollars est demandé pour couvrir les frais de voyage annuels afférents à des consultations sur des questions administratives et financières et à la participation à des réunions à New York.

Services contractuels

- 22.69 Un montant de 21 700 dollars, qui accuse une baisse de 112 600 dollars, est demandé pour couvrir les frais de mise à jour de logiciels sous licence pendant la période biennale. La diminution de 112 600 dollars est due au fait que des ressources initialement prévues pour les services de traitement de l'information ont été réaffectées à la rubrique «Matériel» de façon à couvrir les besoins en matière d'informatisation.

Frais généraux de fonctionnement

- 22.70 Un montant total de 128 800 dollars qui correspond à une croissance de 15 300 dollars, est demandé au titre de la location de matériel de bureau (57 800 dollars), et notamment de photocopieuses, de télécopieurs et d'ordinateurs; des communications (13 400 dollars); de l'entretien du matériel de bureautique (48 400 dollars); et de services divers (9 200 dollars) pour l'ensemble du Centre pour les droits de l'homme. L'augmentation de 15 300 dollars doit couvrir les besoins supplémentaires liés à l'entretien du matériel.

Dépenses de représentation

- 22.71 Un montant de 14 200 dollars est demandé pour l'ensemble du Centre, y compris le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Fournitures et accessoires

- 22.72 Le montant demandé, soit 47 100 dollars, accuse une croissance de 28 300 dollars et servirait à couvrir l'achat de fournitures pour le matériel de traitement de l'information et de publication assistée par ordinateur ainsi que les abonnements du Haut Commissariat à des publications.

Mobilier et matériel

- 22.73 Les ressources prévues, soit 254 800 dollars, seraient consacrées à l'achat de matériel de bureautique et de traitement de l'information pour le Centre Haut Commissariat. L'augmentation de 139 100 dollars leur permettra d'achever leur informatisation. L'augmentation effective n'est cependant que de 26 500 dollars puisque le solde de 112 600 dollars prévu initialement pour les services de traitement de l'information a été réaffecté à cette rubrique.

E. Comité des personnes disparues à Chypre

Tableau 22.17

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
<i>Autres dépenses de personnel</i>	676,3	349,3	109,5	31,3	458,8	(3,2)	455,6
<i>Services contractuels</i>	3,1	4,6	—	—	4,6	(0,1)	4,5
<i>Frais généraux de fonctionnement</i>	81,0	221,6	12,8	5,7	234,4	(1,9)	232,5
<i>Dépenses de représentation</i>	1,6	1,9	(0,5)	(26,3)	1,4	(0,1)	1,3
<i>Fournitures et accessoires</i>	4,9	11,3	(3,4)	(30,0)	7,9	0,1	8,0
Total	766,9	588,7	118,4	20,1	707,1	(5,2)	701,9

- 22.74 Le Comité des personnes disparues à Chypre a été créé en avril 1981 par un accord entre les communautés chypriotes grecque et turque de Chypre. Il est composé d'un représentant de chacune des deux communautés et d'un troisième membre proposé par le Comité international de la Croix-Rouge et nommé par le Secrétaire général. Dans la mesure du possible, les décisions du Comité des personnes disparues sont adoptées par consensus. En cas de désaccord, le troisième membre consulte les deux autres pour tenter de concilier leurs opinions et de parvenir à un consensus.
- 22.75 Le Comité n'a commencé ses travaux qu'en mai 1984 après avoir arrêté son règlement intérieur. Cependant, depuis lors, tout progrès a été rendu impossible par des divergences d'opinions quant aux

critères de règlement des affaires dont il était saisi. Le Secrétaire général a, à de nombreuses reprises, fait part aux deux communautés de ses préoccupations quant à la stagnation de la situation et formulé des propositions spécifiques visant à surmonter les obstacles.

- 22.76 Chacun des membres peut avoir jusqu'à deux assistants et l'ONU doit prendre à sa charge les frais du troisième membre, ainsi que les divers frais de fonctionnement de leur bureau. À sa cinquante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a décidé que la «Question des droits de l'homme à Chypre» resterait inscrite à son ordre du jour, étant entendu que les mesures à prendre en vertu des résolutions antérieures de la Commission sur la question demeurerait applicables, y compris la demande adressée au Secrétaire général pour qu'il présente un rapport à la Commission sur la mise en oeuvre de ces mesures (décision 1996/112).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 22.77 Un montant de 458 800 dollars, représentant une croissance de 109 500 dollars, est prévu au titre des autres dépenses de personnel liées aux honoraires, aux frais de voyage et aux indemnités de subsistance du troisième membre, qui devrait consacrer jusqu'à 380 jours au Comité, essentiellement à Chypre, mais aussi à Genève et New York, ainsi que de ses deux assistants. Le troisième membre perçoit des honoraires journaliers pour chaque jour de travail plus une indemnité de subsistance. Les deux assistants perçoivent des honoraires mensuels forfaitaires correspondant approximativement aux traitements des fonctionnaires en poste à Genève (l'un à la classe P-5 et l'autre à la classe P-3), plus une indemnité de subsistance lorsqu'ils se trouvent à Chypre. L'augmentation de 109 500 dollars tient à ce qu'en 1998-1999 le troisième membre passera plus de temps à Chypre (380 jours).

Services contractuels

- 22.78 Le montant prévu à ce titre, soit 4 600 dollars, correspond au coût des services d'un rédacteur qui travaillera sous contrat pendant un nombre limité d'heures chaque mois pour établir les comptes rendus analytiques des séances du Comité.

Frais généraux de fonctionnement

- 22.79 Le montant prévu, soit 234 400 dollars, représentant une augmentation de 12 800 dollars, est destiné à couvrir le coût de la location et de l'entretien des locaux occupés par le Comité à Chypre (13 900 dollars); les frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau des locaux (7 000 dollars); la location de mobilier et de matériel (15 700 dollars); les frais de communication (73 700 dollars) et divers services (124 100 dollars) à assurer pour le personnel recruté localement. La croissance de 12 800 dollars est due principalement à l'augmentation prévue pour les frais de communication en raison de la prolongation du séjour du troisième membre à Chypre en 1998-1999.

Dépenses de représentation

- 22.80 Le montant prévu, soit 1 400 dollars, couvrirait les frais de représentation du troisième membre.

Fournitures et accessoires

- 22.81 On prévoit un montant de 7 900 dollars pour les articles de papeterie, les fournitures de bureau et les abonnements à des journaux et périodiques dont le Comité a besoin.